



FERROVIAIRE

La SNCF toujours sous la menace d'une grève

L'éventualité d'une grève dure dimanche reste plus que jamais d'actualité à la SNCF. Mercredi, direction et syndicats (CGT, SUD-rail, FO, CFTC, CGC) avaient passé cinq heures ensemble pour tenter de trouver un terrain d'entente sur la réforme sociale du fret. Hier, rien sinon quelques coups de fil rapides : chaque partie attend que l'autre dévoile un peu plus son jeu avant d'abattre ses propres cartes.

La parution du décret entérinant la réforme a minima des conditions sociales des conducteurs de fret – objet du courroux des syndicats – laisse néanmoins peu de possibilités. SUD veut obtenir que la direction « s'engage à ne pas appliquer ce décret », explique Alain Combi, son secrétaire fédéral. La compagnie ferroviaire, de son côté, entend bien appliquer ces changements, même s'ils se feront finalement un peu plus tard que prévu, en 2009, du fait des contraintes nouvelles imposées par ces négociations.

Au milieu, la CGT semble occuper une position déterminante : si elle reste farouchement opposée à la réforme, la centrale syndicale a paru entrouvrir une porte de sortie, en se félicitant du report – même temporaire – des change-

ments. Une façon aussi de sonder le terrain avant de prendre une position définitive. Il n'est pas certain en effet qu'une grève portant sur la réforme allégée des conditions de travail des conducteurs de fret suffise à mobiliser en nombre les cheminots.

La perspective d'un tel mouvement commence néanmoins à faire réagir la classe politique. « Je pense que la SNCF a eu raison de négocier, je pense que l'opinion publique se serait interrogée sur une longue grève, sur un sujet qui paraissait bien technique », avait indiqué mercredi Dominique Busseureau, le secrétaire d'Etat aux Transports. Il faisait allusion aux premières négociations avec la CFDT et la Fgaac qui ont abouti à une réforme vidée, au final, d'une grande partie de sa substance. La remarque a le don d'irriter Hervé Mariton, député UMP de la Drôme, qui s'inquiète des conséquences de ces changements a minima sur la santé de Fret SNCF. « Si je vois la main de Nicolas Sarkozy à ces concessions ? La réponse est oui, on essaye d'acheter la paix sociale. C'est un signal assez grave de faiblesse de la puissance publique », ajoute-t-il.

RENAUD HONORÉ